

MOSELLE PERSONNES ÂGÉES DÉPENDANTES

Jean-Marc Borello, taille grand patron

Jean-Marc Borello, patron fondateur du groupe SOS, était hier à Metz. L'occasion de développer une philosophie différente de l'accueil des personnes âgées dans les Ehpad.

L'homme en impose. Non seulement parce qu'il frôle les deux mètres, mais aussi pour son parcours et pour ce qu'il représente aujourd'hui. Jean-Marc Borello, 60 ans, membre du premier cercle des soutiens à Emmanuel Macron, est le président fondateur du groupe SOS, leader européen de l'économie sociale et solidaire avec 16 000 salariés et 480 établissements de services.



Jean-Marc Borello défend un modèle économique « entre le public aux ressources limitées et le privé, où les prix d'accès sont au-dessus des moyens des personnes vieillissantes ». Photo Gilles WIRTZ

Celui que l'on surnomme « le Bill Gates du social » a fait un bref passage hier à l'Ehpad (établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes) Les Mirabelliers à Metz. Il est venu pour

assurer le lancement du bilan de SOS Seniors, dressé par Maryse Duval, directrice de ce secteur important du groupe. « Sans actionnaires et sans dividendes », insiste Jean-Marc Borello face à des salariés, des partenaires et des élus locaux. « Chez nous, je ne vois pas de personnes âgées maltraitées », lance-t-il en faisant allusion au constat extrêmement sévère du Comité consultatif national d'éthique (CCNE) dressé sur la prise en charge dans les Ehpad. La Moselle était incontournable pour accueillir cette séance régionale. Dans ce seul département, SOS Seniors possède et gère 32 des 63 Ehpad du groupe répartis sur l'ensemble du territoire.

Le surloyer solidaire

Jean-Marc Borello défend un modèle économique situé « entre le public, aux ressources limitées, et le privé, où les prix d'accès sont au-dessus des moyens de nombre des personnes concernées ». La structure veut « accueillir la totalité de la population, quel que soit le niveau de revenu ». Ce modèle repose sur « le surloyer solidaire ». Les plus hauts revenus paient un peu

plus cher que les moins favorisés, entre 3 et 6 euros par jour. « Toutefois, il va falloir faire bouger le Code du commerce, qui interdit des différences de prix pour une même prestation », indique-t-il avec un sourire entendu. « Nous défendons une manière républicaine de terminer sa vie », conclut-il. « L'autre idée est de faire des Ehpad des lieux ouverts, connectés sur leur environnement. Avec des commerces, des services, de la restauration, des administrations, comme c'est déjà le cas à Longeville-lès-Saint-Avold, avec l'ouverture d'un point Poste... La maison de retraite a vocation à devenir un lieu de rencontre, voire de rupture de solitude, pour les 400 à 500 personnes âgées qui vivent en moyenne dans les proches environs. » ■